

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

<p>CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.</p>	<p>Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris</p> <p>Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille</p>	<p>Abonnements : 1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F pli fermé : 60 F et 30 F - programme communiste - 1 an, pli ouvert : 40 F 1 an, pli fermé : 60 F</p>	<p>15^e ANNEE - N° 260 LE NUMERO : 2 FF 20 FB - 1 FS 11 au 24 février 1978</p>
---	--	---	--

Le P.C.F. et la « démocratisation de l'État »

Mensonges libéraux et vérité révolutionnaire

Reflétant une évolution accélérée qui a conduit le PCF à conformer de plus en plus son langage comme toute son attitude à sa situation de candidat plausible à la gestion de l'ordre bourgeois, la campagne électorale

aura illustré avec un éclat particulier le rôle permanent et irremplaçable de l'opportunisme réformiste, comme meilleur défenseur, auprès des prolétaires, de l'illusion démocratique, et des intérêts de l'ordre capitaliste.

DEMOCRATIE : Tel est bien le maître-mot, l'alpha et l'oméga, d'un parti qui a fini par renoncer, même en paroles, au principe fondamental de la dictature du prolétariat, qu'il avait reniée depuis longtemps dans les faits, comme tout l'ensemble de la théorie marxiste.

La déclaration remise par le PCF aux syndicats le 7 novembre et tirée en brochure à 500.000 exemplaires rappelait que « le XXII^e congrès [...] a écarté l'idée, pour la France, d'une étape préalable, autoritaire et centralisatrice. La transition vers le socialisme, ce sera, à chaque moment de la lutte, une avancée de la démocratie » (La Liberté guide nos pas, page 7). Mieux, celle-ci n'est pas seulement « la marche vers le socialisme », elle est « le socialisme lui-même » : non seulement le point de départ, et le chemin, donc, mais le but final. Puisque, comme le déclarait Marchais il y a quelques jours à ses compères de L'Unità : « Ni Marx, ni Engels, ni Lénine, pour grands qu'ils aient été, ne pouvaient dé-

finir les caractères de la société socialiste pour la France d'aujourd'hui » (Le Monde du 24-1).

Et en effet le « socialisme aux couleurs de la France » n'a rien qui rappelle, si peut que ce soit, le marxisme, pour la bonne raison qu'il n'est que le capitalisme, la domination bourgeoise idéalisée.

Plus besoin de lutter pour l'abolition du salariat — base du capitalisme —, puisqu'il suffit, pour améliorer le sort des travailleurs, d'instaurer la « démocratie sociale », entendez : la « réduction claire et massive des inégalités », sans toucher, bien entendu, au profit.

Plus besoin, pour en finir avec l'exploitation et l'anarchie capitaliste, d'interventions despotiques visant à détruire, à l'échelle mondiale, un mode de production qui soumet toute la vie des prolétaires à ses exigences, puisqu'il suffit, pour aplanir ces contradictions inhérentes au capitalisme, de la « démocratie économique ». Nationalisations, « démocratisation

- DANS CE NUMERO**
- Criminalité et renforcement de l'Etat
 - « Lutte Ouvrière » ou le suis-visme honteux
 - Corne de l'Afrique, Italie
 - Le travail dans les syndicats, le chômage

de l'entreprise » (davantage de « pouvoir » aux Comités d'entreprise et autres organes de collaboration de classes), « plan démocratique » à « fonctionnement décentralisé » (car il n'y a pas de démocratie économique sans « liberté d'entreprendre » - sic !) : tout ceci permettra de « développer la puissance industrielle de la France pour la mettre en état de faire face aux besoins sociaux et nationaux » [davantage de profit... dans l'intérêt de la classe ouvrière !], tout en contribuant à

(suite page 6)

L'impérialisme français en Afrique

● Après la Mauritanie, de nouveau le Tchad

On se souvient qu'à la suite de l'intervention de l'armée française contre la guérilla anti-gouvernementale au Tchad, le général Malloum a été poussé à demander avec insistance le départ des troupes « armées ».

En réalité, depuis 1976, de nouveaux « accords de coopération » (sic) ont été conclus, et plus de 1.000 militaires français (l'armée tchadienne compte 4.000 soldats) ont été envoyés au Tchad. L'actualité se charge de rappeler ce que les « représentants ouvriers » cachent aux prolétaires, à savoir que l'impérialisme français n'est pas là-bas pour faire du tourisme. Trois sous-officiers français ont été tués dans un avion en opération dans le nord du pays.

Au Tchad, la France pille le coton au prix de révoltes incessantes des paysans du sud. Mais elle a surtout des intérêts stratégiques, car ce pays est au carrefour des axes nord-sud, est-ouest, nord-est et sud-ouest de la traversée du Sahara, sentinelle des chasses gardées françaises et surtout de l'uranium, qui condamne le Niger voisin à l'oppression française. C'est pourquoi le litige frontalier avec la Libye prend de l'importance et la France cherche à mater, comme au Sahara occidental, les remuants nomades du nord du Tchad.

Le prolétariat d'ici ne doit pas les laisser lutter seuls contre l'ennemi commun !

(suite page 7)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A GRENOBLE

le Jeudi 16 février à 20 h 30, salle Millet, 11, rue Millet.

● A METZ

Vendredi 17 février à 20 h 30, Librairie Géronimo, 31, rue du Pont-des-Morts (entrée sur la gauche de la librairie)

● A ROUEN

Mardi 21 février, à 20 h 30, Halles aux Toiles

● et à TOULOUSE

Jeudi 9 mars, à 21 heures, Salle Montoyol, 17, rue de Rémusat

Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire

● A LAUSANNE

Le samedi 18 février, 10 heures, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage, à droite - « Atelier »)

Terrorisme et communisme

Dans les postes, une lutte exemplaire

Nous avons relaté dans Le Prolétaire n° 258 l'évolution de la lutte qu'ont menée depuis fin octobre les postiers du Centre de tri de Créteil pour protester contre le licenciement de François Llamas, jeune vacataire embauché alors depuis trois semaines.

Cette lutte est parvenue aujourd'hui à briser l'isolement criminel dans lequel l'ont très longtemps confinée les bureaucraties syndicales, en donnant l'étincelle qui a embrasé de nombreux centres et bureaux surtout dans la région parisienne.

Comment le mouvement a commencé

Au bout de trois mois de lutte, les travailleurs de Créteil ont été amenés face à l'intransigeance de la direction et l'inertie des bonzes, à lancer une offensive beaucoup plus frontale et directe contre l'administration. Profitant du début d'essoufflement des travailleurs du CTA, qui, après trois mois de mobilisation ininterrompue autour de François et des vacataires, ne voyaient aucun débouché à leur

lutte, l'administration a décidé fin décembre de traîner François Llamas devant les tribunaux où elle a obtenu gain de cause. Mais malgré ce jugement interdisant à François de pénétrer au C.T.A. et permettant le recours au flics pour l'expulser, les travailleurs décidèrent de continuer leur mouvement de soutien. L'administration fit alors convoquer

François, après constat d'huissier, au commissariat de police de Créteil. Comme ils l'avaient fait lors du procès en référé, les travailleurs du CTA décidèrent de réagir immédiatement. Ils décidèrent d'organiser une délégation de masse chez le directeur départemental. Ce dernier refusa de recevoir la délégation venue

(suite page 5)

Mondanités

● **Restez, Monsieur le Président !**

Il y a un an, le PCF s'en était pris violemment au PS, et à Defferre en particulier, qui envisageait un gouvernement de la Gauche sous une présidence Giscard.

Aujourd'hui, Marchais est non seulement d'accord pour « garder Giscard » en cas de victoire de la gauche, mais il se félicite de l'entendre déclarer qu'il ne pourra pas empêcher l'application du programme commun : « pour la première fois, un président de la république n'a pas eu recours à une espèce de pression sur l'opinion publique » (Le Monde du 3-2-78).

Alors, Monsieur Marchais, on est passé « à droite » de Defferre ? Comme on le voit, la terrible querelle PC-PS n'est qu'une façade, derrière laquelle on peut se mettre d'accord sur les choses importantes.

Il est vrai qu'en cas de victoire de la gauche, il peut être utile de garder Giscard : il servira d'alibi... pour toutes les promesses non tenues. Et on pourra expliquer aux prolétaires qu'il faut être patient, ne pas trop exiger tout de suite, attendre les élections présidentielles... dans trois ans et ne pas les compromettre par des agitations inconsidérées. En tout cas, on peut toujours essayer...

● **Régis Debray ou le miroir aux alouettes**

Dans son dernier livre, *Lettre ouverte aux communistes français*, Régis Debray n'a pas peur de critiquer Elleinstein pour sa théorie des voies graduelles et pacifiques au socialisme et de stigmatiser le PCF comme « kautskyste ». Rien de moins !

Et Henri Weber de s'extasier dans *Rouge* du 2-2-78 : « Sa lettre ouverte développe une attaque étincelante contre le crétinisme légaliste, électoraliste, parlementaire aujourd'hui en vogue dans le mouvement ouvrier ». Et de conclure « le noyau dur de ce pamphlet relève d'une critique de gauche [...] Il marque une évolution dont l'extrême gauche révolutionnaire ne peut que se réjouir », sans se demander pour quelle raison un Debray peut concilier ces thèses et son appartenance... au PS !

Mais ne serait-ce pas justement pour servir de miroir aux alouettes d'extrême gauche ?

L'Etat n'a pas besoin du prétexte du terrorisme pour se renforcer toujours davantage

L'affaire Maupetit, et surtout l'enlèvement du baron Empain, ont servi de prétexte à une énorme mobilisation policière, politique autant que matérielle. Si les contrôles et les fouilles de centaines de milliers de voitures et de dizaines de milliers de maisons n'ont pas permis de retrouver ceux qu'on cherchait, ils ont rempli leur but réel : un étalage de force, une mesure d'intimidation générale. Mais la mobilisation politique a été encore beaucoup plus efficace. Le gouvernement a demandé que « tous ceux qui ont une responsabilité dans la vie sociale, intellectuelle ou économique [...] ou à la tête des partis politiques, condamnent sans hésitation la pratique de la violence et du terrorisme », en même temps qu'il demandait que la « population soit vigilante et concoure de toutes ses forces à l'arrestation des coupables ».

Or, cet amalgame entre criminalité et violence politique, qui permet au gouvernement de justifier le renforcement de l'appareil policier (et contre qui, sinon le danger potentiel du prolétariat ?) et de cacher, entre autres, les liens entre la classe dominante et la pègre, a été repris, tel quel, par tout l'éventail de l'opportuniste. L'occasion était trop belle pour condamner encore une fois « toute violence »...

Ainsi le PCF s'est-il empressé de condamner « l'action violente, d'où qu'elle vienne » qui, à en croire *L'Humanité* du 28-12-77, « fait le jeu de la droite, quand elle n'est pas directement inspirée par elle ». Si le PCF critique le gouvernement, c'est parce qu'il prend de « fausses mesures contre la violence (*L'Humanité* du 2-2-78). En effet, « la preuve est faite depuis longtemps que ce pouvoir est incapable de faire face à la montée de la violence [...] incapable d'assurer la sécurité des citoyens » (*L'Humanité* du 28-1-78). Les « camarades-ministres » de 45-47 avaient pourtant fait ce qu'il fallait pour lui léguer un Etat fort...

Personne ne s'étonnera de voir que le PS « condamne formellement ce type d'action » (Mitterrand au Monde du 25-1-77). Mais d'autres se sont crus obligés de joindre leur voix au chœur démocratique. Ainsi *Rouge* du 25-1-78 lance fièrement : « Non, M. Peyrefitte, ne comptez pas sur nous [...] pour réaliser l'union sacrée », mais affirme quand même : « Cependant, nous sommes convaincus que ce type d'enlèvement ne fait en rien progresser la lutte des travailleurs [...] Bien au contraire, il permet aujourd'hui à tout l'arsenal policier de se mettre en branle ». L.O. ne reste pas en arrière : « Les révolutionnaires socialistes ne peuvent que condamner ces méthodes » qui « n'aideront en rien les travailleurs », s'empresse-t-elle d'écrire à un moment où il semblait que les NAPAP avaient revendiqué l'enlèvement d'Empain.

Ainsi, nos « révolutionnaires » apportent quand même leur petite contribution à la campagne anti-violence des démocrates !

Les communistes révolutionnaires n'ont pas à « condamner » la violence même « non révolutionnaire » qui viole l'ordre bourgeois. C'est tomber dans le piège de l'Etat-représentant-de-l'intérêt-de-tous, de la Loi-défendant-les-individus, que de se croire obligé de désavouer vertueusement les infractions, délits et crimes commis contre la société bourgeoise.

Même quand il s'agit du banditisme — nous parlons évidemment ici du grand banditisme et non du petit, celui qui est habituellement provoqué par la misère qu'entraîne le capitalisme — les révolutionnaires n'ont pas à invoquer l'Etat et à renforcer par là leur ennemi. Soit dit en passant, l'Etat bourgeois ne risque pas de combattre vraiment ce grand banditisme — et encore moins de l'extirper puisqu'il ne touché pas au capitalisme ! —. En effet ce dernier, s'il gêne les citoyens, non seulement ne le met pas en danger mais l'Etat sait l'utiliser à

l'occasion contre le prolétariat. Assurément, l'Etat prolétarien n'aura pas la même complaisance !

De même, nous ne pouvons entrer dans la « condamnation démocratique » des forces « extra-légales », des « supplétifs » et autres organes para-légaux qui servent à la bourgeoisie et à l'Etat à *démultiplier et étaler* ses forces, à les fractionner et à les opposer en apparence. Demander à l'Etat de « dissoudre la CFT ou le SAC », comme font les gauchistes, lui reprocher sa « passivité » devant la généralisation de la violence comme le fait le PCF (*L'Humanité* du 28-12-77) revient toujours à le placer « au-dessus de la mêlée », au-dessus de la société et des classes. Le prolétariat se défendra contre ces « supplétifs » comme il se défendra de la police bourgeoise, par l'organisation de son autodéfense.

La société bourgeoise produit la violence par son fonctionnement quotidien même. Elle produit la violence « individuelle » et la violence de classe, et l'Etat bourgeois est là pour les écraser, par la menace si cela suffit, sinon par l'action violente. Aujourd'hui, devant l'approfondissement de la crise et prévoyant des luttes de classe plus amples, l'Etat tire prétexte de toutes les insubordinations pour renforcer son appareil juridique et militaire de « maintien de l'ordre ».

Dans le renforcement constant de l'Etat bourgeois — qui, comme on voit, n'a pas besoin d'attendre pour cela la « lutte contre le terrorisme » et se rabat sur le prétexte du banditisme, grand et petit —, les communistes ne trouvent pas prétexte à lamentations. Ils savent que c'est une tendance qui se réalisera tant qu'ils n'auront pas la force de la briser par l'insurrection et la révolution prolétariennes. Ils y puisent donc la conviction de la nécessité pour la classe ouvrière — et avant tout pour son parti — de se renforcer sans attendre pour pouvoir vaincre dans les affrontements inéluctables de demain.

« Lutte Ouvrière » ou le suivisme honteux

Lutte ouvrière a, cette année, refusé de participer au cartel des « unitaires » : aux municipales de 1977, elle n'avait pas été aussi regardante, comme la LCR ne cesse de le lui rappeler. Tournant à gauche ? En réalité, si elle puise surtout, pour justifier son refus, dans des arguments moraux et indifférentistes de type anarchisant, LO n'est pas plus capable qu'avant de donner au prolétariat la moindre perspective révolutionnaire.

Sans doute, LO critique-t-elle la confusion répandue par des groupes comme le PSU, l'OCI, la LCR, entre unité PC-PS et « unité ouvrière ». Elle affirme ne pas croire dans la « transcroissance des batailles électorales en luttes sociales ». Elle a proclamé que les élections « ne changeraient pas la vie » des masses populaires, que le Parlement, dont elle fait une

critique surtout morale (scandales, tripoteillages...), n'est plus aujourd'hui qu'une « machine à tromper les travailleurs et les petits gens » (catégorie à laquelle LO porte de plus en plus d'intérêt). Elle a rappelé le rôle réactionnaire joué par les réformistes, en 1945, « quand ils étaient ministres », et a renvoyé dos à dos partis de gauche et partis de droite, dont elle prétend d'ailleurs, de façon simpliste, qu'« ils font bien souvent la même politique ».

Mais LO dévoile par ailleurs des calculs qui relèvent de l'électoralisme le plus lamentable. « En 1973 et 74 — écrit-elle dans son n° 475 — les révolutionnaires ont obtenu entre 2 et 3 % des voix, ce qui ferait, si le mode de scrutin était la proportionnelle, de 10 à 13 députés. Cela

ne changerait pas la vie », mais cela permettrait à la voix des travailleurs du rang, des petites gens [toujours !] de se faire entendre, cela ferait passer un souffle nouveau au Parlement et au dehors...

En réalité, à part la revendication, de style économiste, du besoin de « la lutte » pour « faire payer les patrons », et à part le moralisme de secte, qui peut la conduire aussi bien d'ailleurs à une condamnation de toute violence anti-bourgeoise, LO n'est nullement séparée du réformisme par le seul fossé réel, celui des principes révolutionnaires et de leurs conséquences tactiques et organisationnelles. Les « alternatives » qu'elle propose aux solutions du programme commun, comme la planification, le « contrôle ouvrier », et autres recettes réformistes pour « changer la vie » au sein même du capitalisme et établir enfin un « Etat bon marché », l'apologie qu'elle a faite en 1977 des municipalités bourgeoises comme moyen pour permettre aux travailleurs de faire « l'apprentissage de la démocratie » (*Lutte Ouvrière* n° 422), les platitudes libérales qu'elle assène à l'occasion dans sa revue théorique sur la dictature du prolétariat, dont le but serait, à l'en croire, « de faire respecter la plus large démocratie pour tous, y compris pour les anciens possédants » (*Lutte de classe*, n° 34), suffiraient à prouver que LO escamote totalement la question centrale : celle du pouvoir, de l'opposition irréductible entre réforme et révolution, et, finalement, entre bourgeoisie et prolétariat.

C'est pourquoi, jusqu'ici, LO a toujours fini par sortir de son chapeau, avant le deuxième tour, la consigne du vote pour le gouvernement de gauche, habillée de

prétextes suivistes (« solidarité avec la volonté de la majorité des travailleurs ») ou tactiques (« démasquer le réformisme »). C'est que, à l'instar des autres groupes suivistes et au-delà de tous les prétextes et de toutes les contorsions, LO considère en fait le gouvernement de gauche comme un moindre mal. N'a-t-elle pas affirmé en 1974, dans sa brochure sur le Chili, que « dans le cas d'un Mitterrand attaqué par l'extrême-droite », la classe ouvrière aurait à défendre la gauche au pouvoir, non pas « derrière Mitterrand » mais « dans le même camp que lui » ?

Jusqu'ici, comme chaque fois, LO maintient jalousement le suspense. Ça c'est de la tactique ! Sans « plan », sans « principes », mais avec cependant une règle fixe : toujours suivre le courant...

« Un souffle nouveau » ?

La dernière session parlementaire s'est terminée comme elle avait commencé : en farce. La vie politique, le centre des décisions réelles, passent désormais si loin des décors usés du Palais-Bourbon, le gouvernement prend si rarement la peine de consulter les députés, même formellement, que les pantins parlementaires ont tout de même trouvé la force, avant que le rideau ne tombe, de protester pour la gloire : « Même à l'égard d'un domestique, s'est écrié M. Claudius-Petit, député de la majorité, on n'agirait pas avec une semblable désinvolture, car il s'en irait » (*Le Monde* du 29-12).

A quoi bon consulter le parlement, si toutes les questions de quelque importance sont tranchées directement, à l'époque impérialiste, par le capital financier, qui n'a plus qu'à dicter ses avis et ses décisions à son comité d'affaires gouvernemental ?

C'est pourtant dans ces travées désertes que les derniers Mohicans de la démocratie, les boy-scouts de *Lutte Ouvrière*, rêvent de faire « passer un souffle nouveau ». Comme si ce n'était pas justement l'oxygène que l'opportuniste réformiste insufflé, depuis des décennies, aux « institutions représentatives » qu'il prétend « revaloriser », renforcer face à « l'arbitraire de l'exécutif », qui fait que tout pourri et inerte qu'il soit, « le cadavre marche encore »...

Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises

C'est le titre de la dernière brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Lecteurs, sympathisants, passez commande ! Diffusez-la autour de vous !

Prix : 4 F.

En Tunisie s'ouvre la tranchée de classe

La révolte de Ksar Hellal en octobre dernier (1) et l'incendie qu'elle a suscité dans toute la Tunisie ont déjà ouvert une tranchée entre, d'une part, les classes dominantes — bourgeois et propriétaires fonciers réfugiés sous l'aile de l'impérialisme — et la classe ouvrière et les masses prolétariées d'autre part.

La grève générale du 26 janvier a approfondi cette tranchée et l'a remplie du sang des prolétaires tombés par centaines, des cris des blessés, encore plus nombreux, de la rage des milliers d'emprisonnés, des pleurs des mères, des épouses et des enfants. Désormais cette tranchée ne peut plus être comblée.

Le voile de l'unité nationale que la vague de l'indépendance avait — presque inévitablement — tissé, un voile d'autant plus épais que la prostration du prolétariat international permettait à la bourgeoisie d'accaparer cette indépendance à son profit exclusif, a été brutalement déchiré par la mise en mouvement du prolétariat (2).

Mais ce n'est pas le seul enseignement que nous livre la lutte généreuse de nos frères de classe tunisiens. La leçon de leur combat ne s'adresse pas seulement au prolétariat des pays économiquement « arriérés ».

En effet, la classe ouvrière des pays dominés par l'impérialisme — et en cela celle de Tunisie est un symbole parlant — ne souffre pas seulement des maux engendrés par le manque de développement capitaliste dans leur pays, mais aussi de ceux engendrés par l'excès de développement capitaliste dans le monde entier.

A la misère lancinante et à la disette endémique provoquées par l'incapacité des bourgeoisies locales, tout effrayées des conséquences de leur propre mode de production et incapables pour cela de rompre avec la propriété foncière et l'impérialisme, s'ajoute le chômage provoqué par le progrès bourgeois et repoussé

dans les zones périphériques du capitalisme, aggravé par la crise internationale qui détruit, comme en Tunisie, les industries locales en conséquence des mesures de sauvegarde prises par les grands pays (pour le textile par exemple) au moment même où sont refoulés dans leurs pays d'origine les prolétaires migrants.

La lutte de la classe ouvrière tunisienne qui répond donc à la crise du capitalisme fait d'elle un détachement avancé de la classe ouvrière internationale et les leçons de sa lutte sont aussi valables pour les pays « avancés ». Ces leçons doivent enrichir le patrimoine d'expérience du prolétariat du monde entier. C'est ainsi que le sacrifice des martyrs du 26 janvier ne sera pas vain.

La montée des luttes ouvrières a agi depuis longtemps comme un coup de pied dans la fourmilière bourgeoise. Depuis des années déjà, des critiques ont commencé à naître à l'intérieur même des classes dominantes afin de servir d'alternative au régime de Bourguiba et de son Parti Socialiste Destourien de plus en plus usé.

Tout d'abord, c'est Ahmed Ben Salah, le père du mouvement des coopératives, cette « voie tunisienne » à l'expropriation massive des paysans (3), celui qui a mis en prison les étudiants de 1968 (et certains y sont encore!), qui, après son élimination du pouvoir, son emprisonnement en 1970 et son évasion en 1973, a créé le Mouvement d'Unité Populaire (MUP) qui réclamait une démocratisation du régime.

C'est ensuite le groupe d'Ahmed Mes-tiri qui, majoritaire au congrès du Destour en 1971, préconisait plus de liberté et de démocratie à l'intérieur du régime, et même du parti, avant d'en être exclu entre 1971 et 1974, et qui a donné naissance au Mouvement Démocrate Socialiste en 1976. Le 20 janvier le MSD rendait public un programme en cinq points

dont le premier est « la défense du régime républicain et la consolidation de l'unité du peuple tunisien ».

A côté de lui existait déjà le Parti prétendument communiste, interdit depuis 1963, mais qui s'est senti pousser des ailes pour voler vers ces doubles démocratiques du Destour auxquels il tend les mains avec empressement. Il propose le regroupement de toutes les « forces progressistes et démocratiques », l'adhésion au « pacte national » que le MSD a proposé l'an dernier à tous les partis « acceptant d'œuvrer dans le respect de la Constitution », ainsi que la reconnaissance du MUP.

Nous laissons de côté le groupe de Mas-moudi, ancien ministre des Affaires étrangères, mis sur la touche de la scène officielle après la fusion manquée de 74 avec la Libye, ainsi que le Bath tunisien (Organisation des démocrates tunisiens), qui complètent cette panoplie « de gauche » de la bourgeoisie.

Tous ces gens-là ne sont pas d'accord sur beaucoup de choses, mais ils sont à l'unisson avec le Destour sur une chose, la plus importante : la continuité de l'Etat.

Mais le phénomène le plus spectaculaire de ce **dédoublé politique des classes dominantes** tunisiennes est l'évolution du sommet de l'UGTT symbolisée par l'évolution de Habib Achour, notable du Destour, artisan en janvier dernier du « pacte social » qui bloquait les salai-

(1) Voir *Le Prolétaire*, n° 250, 254 et 256.

(2) On peut lire dans l'éditorial du *Monde* des 29-30/1/1978 : « Pour la première fois depuis l'indépendance, le régime a affronté durement la classe ouvrière ».

(3) Voir l'article intitulé Les « réformes agraires » des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la « révolution » tunisienne (*Programme Communiste* n° 63, 1974).

(Suite page 6)

Place prépondérante de l'impérialisme français en Tunisie

L'impérialisme français garde une place prépondérante en Tunisie.

En 1967, il possédait 40 % des investissements directs étrangers, soit moitié plus que l'Italie et trois fois plus que les Etats-Unis, la part de l'Allemagne étant insignifiante. Les positions relatives ne doivent pas avoir considérablement changé aujourd'hui, sur un total qui doit se situer entre 700 millions et un milliard de FF d'investissements étrangers.

Selon Europe Outremer (n° spécial 557-558), les apports de capitaux français en 1975 (la fameuse « aide ») s'élevaient en 1975 à 400 millions de francs. Ces apports ont dû considérablement augmenter ces deux dernières années.

Sur le plan commercial, la France est le premier fournisseur, et sa place, qui avait diminué jusqu'en 1970, s'est mise à remonter depuis au détriment des Etats-Unis pour varier entre 35 et 40 % ces trois dernières années.

80.000 ouvriers tunisiens (sur une population estimée à 150.000 personnes) travaillent en France pour 50.000 en Libye, chiffres d'autant plus élevés que le nombre d'ouvriers d'industrie en Tunisie dépasse à peine 200.000 dont 140.000 dans le secteur d'Etat.

Militairement, « bien que Tunis cherche aussi à renforcer sa coopération militaire avec les pays méditerranéens, Italie et Yougoslavie notamment, la France conserve le rôle principal », peut-on lire dans Jeune Afrique du 8-2-78.

Faut-il d'autres faits pour démontrer la dépendance de ce petit pays de six millions d'habitants à l'égard de l'impérialisme français ?

L'impérialisme saccage la Corne de l'Afrique

Le monde est à ce point saturé d'antagonismes prêts à se déchaîner que la moindre modification d'équilibre en un point engendre des cataclysmes internationaux.

C'est ce qui se passe dans la Corne de l'Afrique, où la révolte antiféodale en Ethiopie a été suffisante pour détruire un empire millénaire, mais pas assez puissante cependant pour se transformer en révolution par en bas qui puisse soulager efficacement le sort de la plèbe urbaine et des masses paysannes et affronter de façon radicale la question des nationalités.

En reprenant la vieille politique d'oppression abyssinienne sur toutes les ethnies et les nationalités voisines, le régime des généraux a exacerbé au contraire les rivalités nationales, pour le grand malheur des masses exploitées de la région, et ce, juste au moment où cette dernière prend sur l'échiquier des rapports inter-impérialistes une place stratégique de premier plan.

Cette région est au centre d'un vaste ensemble géographique constitué par le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Océan Indien, et considéré comme une zone de sécurité vitale pour les deux grands impérialismes (sans parler de l'impérialisme français qui sévit à Djibouti).

Or l'élimination des USA de l'Ethiopie devait y provoquer l'entrée de la Russie, avec d'autant plus de précipitation que cette dernière, fraîchement évincée d'Egypte, avait besoin d'un nouveau point d'appui sur la Mer Rouge, cette voie stratégique d'importance pour elle. Aussi a-t-elle laissé tomber la Somalie hier choyée, pour donner un label frelaté de « marxisme-léninisme » à sa nouvelle protégée.

La pression extrême qui accable la région ne peut donc pas laisser beaucoup d'autonomie à la rébellion érythréenne, poussée, même pour ce qui est de son aile « marxisante », vers la pieuse Arabie Saoudite, et par elle vers l'Amérique.

Parallèlement, le rêve somalien qui est d'unifier l'ethnie dispersée aujourd'hui

d'hui en quatre Etats (Somalie, Ethiopie, Kenya, Djibouti) et qui a pu sembler un moment prêt à se réaliser avec les revers sévères de la « révolution » des généraux éthiopiens ne peut que pousser le régime somalien vers les occidentaux et l'inciter à laisser tomber son « marxisme-léninisme » de circonstance.

Côté impérialiste, la Sainte Alliance occidentale est empêtrée dans une contradiction : d'une part il lui faut contrer la présence russe, d'autre part elle ne doit pas soutenir officiellement la revendication somalienne sur l'Ogaden pour ne pas remettre en cause le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières héritées de l'impérialisme dans toute l'Afrique, principe auquel l'URSS est la moins attachée.

Tandis que les USA, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont contraintes d'intervenir par Iran et Arabie Saoudite interposés, l'URSS a néanmoins le vent en poupe. Mais sa percée l'obligera à écraser sous un déluge de feu toute révolte anti-éthiopienne : aussi arme-t-elle Addis-Abeba par de gigantesques ponts aériens depuis le mois de décembre dernier.

Les barbudos ne suffiront sans doute pas cette fois pour parer ce crime de l'auréole de la révolution, récemment redorée par la victoire de l'indépendance en Angola ; mais ils donneront peut-être au gendarme américain une occasion de plus d'apparaître en libérateur...

Une guerre commence. Dans cette guerre se préparent les armes des grands règlements de comptes impérialistes de demain.

Quant au prolétariat, s'il veut rapprocher l'heure du règlement de comptes final avec son ennemi de classe, il doit refuser d'entrer aussi bien dans un camp que dans l'autre. Pour renforcer ses rangs, à l'échelle internationale, il devra rester sourd aux sirènes de la fausse croisade « anti-totalitaire » comme à celles de la fausse croisade « anti-impérialiste », et les combattre l'une et l'autre au nom de ses intérêts de classe.

En Italie, les champions de l'ordre et de l'austérité

L'approfondissement de la crise, comme nous l'avions facilement prévu, devait pousser progressivement l'opportunisme à se dévoiler comme l'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, qu'il s'efforce de plier aux exigences de la conservation du régime capitaliste. L'Italie nous en fournit un excellent exemple. L'opportunisme politique et syndical, obéissant à son « sens des responsabilités » (entendez : à ses principes contre-révolutionnaires et bourgeois), est amené chaque jour à avouer, dans ses paroles et dans ses actes, sa fonction de pilier de l'Ordre — non seulement interne, mais aussi international — et d'instrument de défense des intérêts, non pas des travailleurs, mais du capitalisme et de son Etat national. Quelques faits saillants de ces derniers mois illustrent bien ce rôle antiprolétarien de l'opportunisme.

C'est ainsi que, soucieux de la préservation du *statu quo* qui consacre la soumission de l'Europe à l'impérialisme américain, le PCI a proposé au Parlement, le 1^{er} décembre, une résolution sur la politique étrangère où l'OTAN, qui était jadis sa bête noire, comme celle de l'ensemble du stalinisme d'ailleurs, est définie comme « le cadre représentant le point de référence essentiel de la politique étrangère italienne » ! Les partenaires parlementaires des Berlinguer (le Parti Libéral, le Parti Social-démocrate et... la Démocratie chrétienne) se sont même sentis gênés par l'impudeur d'une telle proposition, et l'ont un peu atténuée pour pouvoir l'approuver...

Par ailleurs, le même jour, les opportunistes s'empressaient de rassurer une délégation d'investisseurs américains réunis à Rome à l'initiative de « Business International » (dans le temps, les *big bosses* à la recherche d'investissements fructueux consultaient d'abord leurs pairs, ensuite le gouvernement ; de nos jours,

ils consultent les syndicats en même temps que les collègues de la grande industrie et de la haute finance, et les « experts » du PCI en même temps que le gouvernement). Les syndicats, par l'intermédiaire d'un dirigeant de l'UIL, rassuraient les émissaires des multinationales : « Nous n'avons aucun préjugé vis-à-vis des multinationales ». Et le PCI, par la bouche de son « ministre des finances », l'ineffable Napolitano, a garanti des profits appétissants à ces mêmes messieurs, même s'il prétend qu'une fois le PCI au gouvernement on se limitera à un « profit raisonnable ». « Bien sûr, a ajouté tout naturellement le même « ministre », je comprends fort bien qu'on ne puisse pas demander aux entreprises étrangères d'investir en Italie pour faire de la charité »... Bref, la montée au pouvoir du PCI ne changera rien à rien : l'Italie sera toujours un allié (ou plutôt, un vassal) dévoué et un champ d'investissement juteux pour l'impérialisme américain.

Après avoir déclaré que son idéal était de faire de chaque citoyen un flic (*Le Prolétaire* n° 247), l'opportunisme s'emploie à démontrer qu'en attendant que cet idéal suprême de la démocratie blinde se réalise il est bien capable de faire le flic lui-même. Ainsi, le 2 décembre les syndicats ont organisé à Rome une manifestation de métallos (plus de 200.000 manifestants) pour condamner la violence et le terrorisme. Par cette manifestation, l'opportunisme voulait non seulement faire la preuve de son adhésion et, à travers elle, de celle des travailleurs, aux « valeurs de la démocratie » (qui attribuent à l'Etat bourgeois le monopole de la violence et de la terreur, ainsi que le droit de tenir en otage non seulement des individus, comme les prisonniers politiques, mais toute une classe, qu'il rançonne quotidiennement) ; il voulait montrer aussi

(Suite page 8)

Pourquoi les communistes luttent dans les syndicats (1)

Organisations syndicales et lutte prolétarienne

Notre Parti a toujours attaché la plus grande importance aux mouvements revendicatifs et aux luttes partielles immédiates. Les communistes révolutionnaires n'ont cessé d'affirmer, à la suite de Marx, Engels, Lénine, que la question des luttes revendicatives immédiates, et des organisations qui leur correspondent, n'est pas une question autonome, mais qu'elle est au contraire historiquement et dialectiquement liée au problème de la préparation révolutionnaire du prolétariat et du parti de classe.

Ce fait fut d'ailleurs parfaitement compris par les défenseurs les plus acharnés du capitalisme parvenu à son stade suprême, l'impérialisme, puisque ceux-ci ne se contentèrent pas de faire basculer dans leur camp, avec armes et bagages, les partis politiques qui se réclamaient de la classe ouvrière, comme les partis sociaux-démocrates en 1914, puis les partis staliens à la faveur de la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de la contre-révolution mondiale durant l'entre-deux guerres et surtout après la 2^e guerre mondiale : les Etats impérialistes travaillèrent également à corrompre et intégrer les syndicats, ces organes de défense immédiate que le prolétariat s'était historiquement forgés, pour les transformer en organes de défense des intérêts capitalistes. Ce processus d'intégration des syndicats qui avait commencé dès avant 1914, s'est poursuivi dans l'entre-deux guerres et a pris toute son ampleur dans le second après-guerre qui correspond à l'apogée de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Dans cette phase, l'opportunisme (agent du capitalisme dans les rangs ouvriers selon la définition de Lénine) a pleinement joué son rôle de courroie de transmission au service de la conservation du régime capitaliste, pour ne parler que des principaux pays du bloc impérialiste occidental. Les grandes confédérations syndicales traditionnelles sont devenues, plus ou moins ouvertement, il est vrai, de simples appendices de l'Etat. Cela signifie

que désormais ces syndicats ne sont plus des organes de classe mais bien des organes tricolores qui ne cherchent plus à défendre les intérêts de la classe ouvrière mais les intérêts de la Nation, c'est-à-dire l'intérêt des capitalistes auxquels ils subordonnent les revendications ouvrières.

De la sorte, les syndicats ont aujourd'hui non seulement perdu toute tradition de lutte de classe (quand ils en avaient une, comme par exemple la CGT à ses débuts) mais sont devenus de véritables pompiers sociaux destinés à paralyser toute réaction et toute lutte ouvrières en les engluant dans le marécage de la collaboration de classe. Nous n'avons donc pas aujourd'hui à défendre les organisations syndicales telles qu'elles sont.

Une telle constatation, faite par notre parti depuis fort longtemps, n'autorise cependant pas à tirer des conclusions mécaniques quant à l'attitude des communistes vis-à-vis des syndicats.

Il faut dire tout d'abord que le parti ne peut se passer de vastes organisations à caractère économique où son influence décisive permette de faire œuvrer à la révolution les vastes couches du prolétariat qui n'ont pas encore pris une conscience politique communiste, bien qu'il ne fasse nullement de la conquête de ces organisations un préalable de la conquête du pouvoir.

De plus il serait illusoire de conclure du fait que la révolution est possible sans que le prolétariat se donne nécessairement des organisations prenant la forme des vieux syndicats, l'idée que le mouvement prolétarien pourrait définitivement s'en passer.

Le syndicat, en effet, parce qu'il dépasse les limites d'entreprise, à la différence de toute la gamme des organisations d'usine et d'atelier qui, pour cette raison, tombent en général sous sa coupe, est une des formes les plus aptes à permettre au mouvement ouvrier de remplir les tâches de centralisation économique et d'assurer la transformation socialiste de la société,

transformation qui a précisément pour caractéristique fondamentale de briser les limites d'entreprises.

La critique des syndicats actuels de collaboration de classe ne doit donc pas nous conduire à commettre l'erreur de rejeter la forme syndicale en soi. Cependant ces considérations ne règlent nullement l'attitude que doit prendre le parti vis-à-vis des syndicats tels qu'ils sont aujourd'hui.

Un des problèmes qui se posent nécessairement est de savoir si les communistes doivent ou non prôner la sortie des syndicats et s'ils doivent en constituer d'autres, c'est-à-dire si oui ou non les syndicats d'aujourd'hui sont susceptibles, au moins en partie — et même si c'est seulement en partie — d'être perméables aux exigences de la lutte prolétarienne.

Il n'existe malheureusement pour les amateurs de recettes aucune formule permettant de décider dans l'abstrait si la reprise de classe utilisera ou non des secteurs des syndicats actuels. Ce que l'on peut dire, dans cette hypothèse, c'est qu'il s'agira assurément de secteurs périphériques que la lutte transformera certainement de fond en comble, car de toute façon, la hiérarchie, l'appareil, l'ossature des syndicats est totalement inapte à une fonction de lutte de classe, par trop grande habitude de servir l'adversaire. La réponse générale à cette question, c'est-à-dire une réponse non locale, non ponctuelle et non éphémère ne pourra être donnée qu'en présence d'un fort mouvement de classe et en distinguant plusieurs séries de facteurs.

Il faut d'abord avoir présente à l'esprit la trajectoire des différents syndicats, qui varie avec les pays. De ce point de vue, on ne saurait mettre entièrement dans le même sac les syndicats qui comme c'est le cas de la CGT ou de la CFDT, parviennent encore, pour des raisons historiques déterminées, à s'orner de références toutes verbales à la défense spécifique des ouvriers, afin de

mieux remplir leur rôle de pompiers sociaux, et les syndicats allemands par exemple qui sont de simple banques du travail.

Ensuite, on ne peut exiger que les travailleurs qui s'éveillent à la lutte et vont vers les syndicats par besoin de s'unir contre les patrons aient d'emblée une conscience claire des buts et des conditions nécessaires des progrès de la lutte. C'est pourquoi le parti doit participer activement au mouvement réel partout où il se manifeste, c'est-à-dire aussi bien dans les syndicats (quand les bonzes n'arrivent plus à étouffer complètement le mécontentement de leur base) qu'en dehors d'eux (comme c'est le cas par exemple pour la lutte menée dans les foyers Sonacotra sous la direction du Comité de Coordination).

Ainsi, nous n'excluons pas que la reprise puisse s'opérer dans les syndicats, hors d'eux — ou dans des combinaisons variables des deux formules. « Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des formes que prendra la reprise de la lutte de classe et des modes d'organisation qu'elle tendra à se donner : c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions, tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme » (« Le parti devant la question syndicale », **Programme Communiste**, n° 53-54). C'est la raison pour laquelle notre intervention militante dans les luttes immédiates ne peut se traduire par aucune recette formelle, forcément stérile : il ne saurait y avoir de préalables organisationnels à la reprise prolétarienne. Il s'agit donc pour le parti de ne renoncer ni à travailler dans les syndicats (comme le préconisent Messieurs les académiciens émarxisme de l'ultra-gauche, les R.I. et Cie) ni à participer à toutes les initia-

(suite page 8)

Comment masquer le chômage

Alors qu'à l'échelle internationale le chômage ne fait qu'augmenter, il serait étonnant que les experts bourgeois se penchent sur la question pour soulager les ouvriers de cette maladie capitaliste. Bien évidemment, c'est pour d'autres raisons que le numéro de janvier de l'**Expansion** cherche des remèdes au chômage.

Nos logiciens bourgeois raisonnent très simplement : le chômage vient du fait que l'offre d'emploi est inférieure à la demande.

Peut-on donc diminuer la demande ? On voit tout de suite comment se pose la question : la population ouvrière ne faisant que grandir, comment diminuer la demande sans augmenter la misère ouvrière ? C'est évidemment impossible : il faut donc masquer cette misère par de savants artifices.

Examinons donc les trouvailles de nos experts. Peut-on réduire les licenciements économiques ? C'est exclu. Que deviendrait alors « notre » compétitivité ? Peut-on réduire la demande d'emploi des jeunes ? Allonger d'une année la scolarité en éliminerait 700.000 du marché du travail ? C'est le plus tentant mais c'est un peu inflationniste. Il y aurait l'allongement de la durée du service militaire ; et c'est une mesure à laquelle il faut songer. Il y a les stages d'entreprises qui font bénéficier plus de monde de l'alternance travail-chômage.

Et puis il y a les femmes (54,4 % des chômeurs selon les chiffres officiels) : augmentez un peu les indemnités de salaire unique, baptisé pour l'occasion « salaire » de la femme au foyer, et toute une frange de prolétaires se soustrait « volontairement » du marché du travail.

Enfin il y a le fait que toute une partie des ouvriers ont l'avantage pour le capital d'être des « étrangers » : la loi bourgeoise n'a même pas à avoir envers eux la retenue

qu'elle feint d'avoir en temps normal envers les nationaux ! Jetez-en dehors un million d'ici 1985, comme le propose le CNPF et outre la division que la campagne de xénophobie peut permettre d'entraîner dans les rangs ouvriers, cela permet même de faire des économies !

La question revient donc ici pour ces philanthropes à savoir comment faire avaler aux ouvriers la pilule de la façon la plus indolore — pour... le capital !

Quant à l'autre terme du raisonnement de nos experts, augmenter l'offre d'emploi, que faut-il en penser ? En bonne logique, c'est une chose à envisager. Malheureusement cela n'est pas permis par les lois du capital qui font augmenter plus vite en cette fin de cycle productif la productivité que la production et donc diminuer en général le nombre d'actifs, tout simplement parce que chaque capital ne peut survivre qu'en pressurant ses ouvriers plus que ne le font les autres.

La seule chose qui reste à faire c'est d'occuper davantage de travailleurs, mais il faut y parvenir tout en augmentant le profit qui, lui, est intouchable. Mais comment occuper davantage de travailleurs ? C'est simple : en baissant le niveau du salaire. Et nos experts de calculer scientifiquement dans quelle mesure on peut faire accepter par les ouvriers une diminution de salaire comme prix de la « garantie de l'emploi », recette archi-connue de la fonction publique et du secteur nationalisé.

Inutile de dire que l'opportunisme politique et syndical trouve dans toutes ces recettes matière à « améliorer le sort de la classe ouvrière » !

C'est ainsi que le PS a déjà proposé, afin de réduire la demande d'emplois, le retour

en formation de jeunes entre 16 et 21 ans ! Le PC qui demandait hier que le service militaire soit ramené à 6 mois déclare maintenant que, dans les conditions actuelles, « un an ce n'est pas trop long » (Louis Baillot, **Le Monde** du 3 février). En ce qui concerne les travailleurs immigrés, la gauche qui n'ose pas encore réclamer une fermeture trop brusque des frontières — elle sait que les chômeurs rentrés chez eux peuvent mettre le feu à des pays qui touchent de près notre chère patrie : voyez la Tunisie... — réclame néanmoins un contrôle plus sévère de l'immigration !

Quant à la création massive d'emplois qu'elle promet (500.000 par an selon le PC) elle en est si peu sûre que le 17 août dernier Maire déclarait en vendant la mèche : « La non-compensation totale, sur le plan des salaires, d'une réduction massive de la durée du travail est effectivement une question dont le mouvement syndical devrait accepter de discuter dans la mesure où l'on créerait réellement (sic) les millions d'emplois nécessaires ».

Il n'existe aucune recette contre le chômage. Ceux qui prétendent lui apporter une solution sans toucher aux catégories du marché, du capital, du salaire et du profit sont des imposteurs.

La lutte contre les conséquences catastrophiques du chômage pour la classe ouvrière, pour la défense des chômeurs est non seulement une condition pour unir les rangs ouvriers en surmontant la division entre travailleurs actifs et chômeurs mais doit être une occasion de faire pénétrer dans la lutte prolétarienne la conviction de la nécessité du communisme, en même temps que l'union grandissante des ouvriers doit fournir une arme indispensable à sa victoire.

Le labyrinthe du réformisme

Dans un article au titre significatif, « Les patrons au-dessus des lois » (Vie Ouvrière, du 23 au 29-1-78), la CGT fait une longue analyse qui vise à démontrer ce dont on se doute à vrai dire depuis longtemps : la justice est une justice de classe !

Savez-vous par exemple qu'il est « impossible au service de l'Inspection du Travail, chargé de veiller à l'application de la législation du Travail de fonctionner valablement » ? La raison : « manque de personnel » : il n'y a que 280 inspecteurs plus 6.000 contrôleurs, soit 47.000 travailleurs à protéger par inspecteur alors qu'il en faudrait — ce sont les experts de la CGT qui l'ont calculé — au moins le double... sans compter qu'avec la luxuriante législation bourgeoise, les protecteurs n'en finissent pas d'apprendre à protéger ! Conséquence : ils n'ont plus de temps pour le faire et « 2 entreprises sur 3 échappent à tout contrôle »...

Plus de 616.000 infractions ayant entraîné au moins un accident ont été relevées en 1976 mais « aucun contrôle de prévention n'est effectué d'une manière suivie ». Et puis, figurez-vous que ces braves inspecteurs que le capitalisme surcharge de travail, ne peuvent rédiger plus de 3 PV en moyenne par mois, sans parler du fait que ces PV risquent encore de ne pas parvenir aux directions départementales ou régionales s'il y a des fautes d'orthographe — mais oui ! — ou si ces directions bloquent les poursuites. Tant et si bien que seulement 3,6 % des infractions constatées donnent lieu à un PV, celui-ci n'étant d'ailleurs qu'un « constat d'échec » pour les juristes bourgeois.

Et, monotone, la VO égrène les couplets de sa complainte : « Le parquet à son tour manque de moyens matériels

(suite page 8)

Dans les postes, une lutte exemplaire

(suite de la page 1)

protester contre la convocation chez les flics et se mit à insulter les travailleurs. Ceux-ci décidèrent alors, dans un mouvement de colère général et spontané, d'occuper la direction départementale.

Une délégation des occupants s'est rendue ensuite au centre de tri pour expliquer la situation aux camarades qui prenaient leur service à 20 heures.

Ces derniers se mirent en grève immédiatement à 100 % et allèrent se joindre aux occupants. Jusqu'à une heure du matin, les occupants scandèrent des slogans exigeant la réintégration de François, tous assis dans les couloirs de la direction. C'est en chantant l'Internationale et le poing levé qu'ils furent expulsés par les forces de l'ordre vers une heure et demie.

Aussitôt, tous les occupants se rendirent au CTA qu'ils décidèrent d'occuper immédiatement. L'occupation s'organisa sur le champ : non une occupation symbolique mais bien réelle et très rigoureuse. Les grévistes décidèrent en AG, puisque c'était bien une grève illimitée qui débutait, de se fixer trois tâches prioritaires qu'ils se répartirent en commissions : l'une pour l'organisation du service de garde et du service d'ordre contre la possible intervention des flics ou de nervis, une autre pour organiser et préparer l'animation et la popularisation de la grève, la dernière pour assurer le ravitaillement des occupants. L'occupation devait durer une semaine, jusqu'à l'intervention de 500 CRS au petit matin, le vendredi 3 février.

A l'intérieur, l'organisation des occupants ne cessa de se renforcer tout au long de la semaine. Toutes les portes d'entrée furent bloquées avec des sacs et des charriots, les non-grévistes et bientôt les représentants de l'administration furent interdits d'entrée.

Il est très instructif de noter que cette forme de lutte, grève avec occupation, outre le fait qu'elle se place sur un ter-

rain d'opposition frontale avec l'Etat et les intérêts de l'administration, a surtout permis de forger une *organisation collective solide des grévistes*, et la participation active de chacun à l'ensemble des tâches d'animation. Les grévistes se sont réunis tous les jours en AG pour décider collectivement des problèmes d'organisation et des perspectives de la lutte, des tâches à effectuer pour la mener à bien.

Il est clair cependant que cette action de classe courageuse et cette capacité d'organisation collective sans faille dont ont fait preuve les grévistes de Créteil est le résultat d'un très long et très patient travail d'organisation moléculaire des travailleurs du CTA, travail mené à bien grâce à la ténacité et l'esprit de continuité dont ont fait preuve une poignée de militants solides pendant des mois.

Dès le début de l'occupation, les grévistes se sont bien entendu préoccupés de l'extension de leur mouvement sur les autres centres de tri de la région. De partout, les travailleurs des PTT témoignaient leur solidarité et s'engageaient à débrayer immédiatement après l'intervention des flics à Créteil.

C'est ce risque que l'administration a pris le temps de mesurer. Dans un premier temps, elle se contenta d'orchestrer, bien secondée par le syndicat maison FO, une campagne de presse et de ragots entre les occupants.

D'autre part, si les fédérations CGT et CFDT, dans l'incapacité de contrôler la situation à Créteil, donnaient leur appui verbal « sans réserve » aux grévistes, elles ne donnèrent jamais aux travailleurs de la région parisienne de perspectives et de mots d'ordres concrets, centralisateurs, pour homogénéiser un mouvement de solidarité autour de Créteil.

C'est forcés par la situation explosive qui menaçait d'enflammer tous les bureaux de la région que les bonzes proposèrent un mot d'ordre de grève pare-feu pour le... 9 février, soit pour 15 jours après le début de l'occupation à Créteil,

escomptant bien l'épuisement de la lutte d'ici là. L'administration qui au début semblait tenter de laisser pourrir la situation en isolant le conflit de Créteil décida cependant de faire donner la police, en comptant sans doute sur le pare-feu mis en place par les bonzes.

Mal lui en a pris, car l'intervention des flics à Créteil a provoqué un élan magnifique de solidarité dans les centres parisiens et certains gros bureaux de province. Cet élan s'est propagé très vite dans toute la région parisienne, où certains centres ont même vu un début d'occupation. Mais s'il a permis à la solidarité de classe de s'exprimer à plein à la base contre la répression, le développement et la généralisation de la grève ont été largement entravés par les atermoiements des bonzes, l'absence de perspectives unificatrices.

La question du vacatariat dans la fonction publique, dont la lutte de Créteil aura le mérite d'avoir été une révélation, n'est examinée par les bonzes que du point de vue de la défense du service public et des intérêts de caste des titulaires qui bénéficient du fameux statut de la fonction publique : au lieu de la revendication unifiante : « Titularisation immédiate et sans condition de tous les hors-statut », ils se contentent de clamer « Non au vacatariat ».

Malgré tout le courage des grévistes de Créteil, leur obstination et leur ferme détermination à situer leur lutte sur un terrain de classe, malgré l'élan généreux de solidarité de leurs camarades à Paris et en province, de lourdes hypothèques pèsent donc sur le renforcement de ce mouvement et sa capacité à s'organiser.

Mais quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs de Créteil et tous ceux qui les ont suivis dans la lutte, auront gagné une force d'organisation immense, une unité compacte et solide, qui doit leur permettre de supporter le choc d'un inévitable sabordage de la lutte par les dirigeants réformistes.

Méthode de lutte de classe et méthode « aristocratique »

Il y a deux méthodes inconciliables qui s'opposent quand il s'agit de défendre les travailleurs d'une catégorie plus exposée, qu'il s'agisse des « hors-statuts » (auxiliaires, vacataires, contractuels, intérim...), des travailleurs immigrés ou des femmes.

Il y a d'un côté la méthode de classe qui vise à entraîner les autres catégories dans la lutte collective pour soulager le sort des travailleurs de la catégorie exposée, ce qui permet en même temps de surmonter les divisions et de renforcer les rangs prolétariens. La lutte met dans ce cas en avant les revendications suivantes : titularisation immédiate et sans condition, un même statut pour tous ! Non au contrôle de l'immigration, égalité totale des droits ! A travail égal, salaire égal, non à toutes les discriminations en fonction du sexe, de l'âge, etc. !

Il y a de l'autre côté la méthode qui consiste à prétendre se protéger de la concurrence accrue en remplaçant la lutte de classe par une alliance avec le patron, l'administration, l'Etat, au nom de la défense de la qualification (que ne possèdent que les catégories supérieures), de la qualité de « national » ou d'« homme », etc. (que ne possèdent que des catégories « privilégiées »). Cette méthode qui met en avant le contrôle de l'immigration, l'arrêt de l'embauche d'auxiliaires, etc., ne soulage nullement les catégories exposées mais divise les catégories entre elles (à PLM, un bonze expliquait que le « vacatariat » porte préjudice au « service public » et à l'« intérêt national » !).

Une telle politique d'aristocratie ouvrière qui vise à la défense des catégories supérieures contre les autres, se retourne à la longue même contre les travailleurs de ces catégories qui, ayant abandonné la lutte de classe, sont impuissants devant les attaques de la bourgeoisie, dès que, pour de multiples raisons, elle ne peut plus maintenir l'alliance (comme l'illustre l'exemple des docks, de l'imprimerie, etc.).

Il n'y a pas de position intermédiaire entre ces deux méthodes. Sauf évidemment pour des centristes qui réclament précisément dans les PTT la « titularisation immédiate des vacataires et auxiliaires, avec arrêt définitif de leur réembauche sous quelque nom que ce soit » (La taube rouge PTT, diffusée à Paris le 6-2-78). Ces gens-là ne servent à rien dans la lutte, sauf, bien entendu à la paralyser.

Un tract du Parti adressé aux postiers en grève

Pour le renforcement de notre lutte !

Aujourd'hui, après trois mois de lutte obstinée de nos camarades de Créteil pour la réintégration de Llamas et contre la charge de travail, ce sont de nombreux centres et bureaux qui sont en grève.

Si la bourgeoisie a été contrainte de condamner Llamas devant les tribunaux et d'envoyer la police contre nos camarades de Créteil CTA, c'est-à-dire d'utiliser ouvertement ses armes de classe, c'est que nos camarades de Créteil l'y ont forcée en se plaçant eux-mêmes dès le début sur le terrain de classe.

C'est qu'ils ont dès le début fait de la réintégration de Llamas un symbole de la défense de tous les vacataires, de la lutte contre les lois du capital qui profite cyniquement du chômage qu'il provoque nécessairement pour soumettre les travailleurs actifs à une exploitation plus grande encore en divisant nos rangs par la création de catégories et de « statuts » nouveaux mettant une partie d'entre nous dans des conditions catastrophiques.

C'est parce que nos camarades ont fait de cette lutte le symbole éclatant de celle que mène toute notre classe contre l'alternative barbare entre le chômage et la surexploitation !

C'est aussi parce que le mouvement a rompu avec les méthodes traditionnelles utilisées par les directions syndicales qui se limitent scrupuleusement au cadre légal et ne font pas grand mal à l'ennemi, qu'il a été le résultat d'un travail patient de préparation [...]. C'est parce que le mouvement a eu la force d'utiliser nos armes de classe, la grève sans préavis, avec occupation, jusqu'à satisfaction des revendications, et en cherchant toujours la solidarité active des autres centres et bureaux.

Camarades postiers !

L'étincelle de classe qu'a fait jaillir le heurt entre la bourgeoisie et ses flics et la lutte magnifique de nos camarades a réussi à allumer l'incendie de la solidarité dans l'ensemble des postes !

Par sa spontanéité, son ampleur, son en-

thousiasme, par le fait que nous rompons tous pour une fois avec les méthodes que cherche à utiliser notre ennemi pour stériliser notre révolte, c'est-à-dire par notre recours à notre arme élémentaire véritable, la grève sans limite de catégorie, sans préavis, sans préalable de durée, nous avons déjà remporté une grande victoire, celle que nous avons gagnée sur notre division et notre impuissance quotidienne face à l'administration.

Mais cela ne suffit pas. Maintenant il faut faire davantage ! Pour vaincre, il faut renforcer notre lutte et nous donner les moyens de vaincre !

Pour cela, il faut d'abord mettre en avant, dans l'immense masse de nos revendications, celles qui expriment le mieux le sens de cette grève et qui peuvent lui donner le maximum d'extension et de cohésion. Il faut lutter pour obtenir des satisfactions générales et locales concernant ces axes de lutte :

- TITULARISATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES VACATAIRES ET AUXILIAIRES ! UN MEME STATUT POUR TOUS !
- DIMINUTION RADICALE DE LA CHARGE DE TRAVAIL (35 h maximum tout de suite avec interdiction des heures supplémentaires, ce qui suppose une forte augmentation du salaire de base, baisse des cadences, accroissement des effectifs...) ET DEFENSE DES CHOMEURS (pas de licenciements, salaire intégral aux chômeurs).

Il faut aussi organiser notre lutte dans les centres et les bureaux de manière à les lier entre eux dans une CENTRALISATION DE LA LUTTE qui puisse permettre de :

- Lutter contre les tentatives de la bourgeoisie d'organiser les jaunes et des postes parallèles comme en 1974.

- Mener une action concertée envers nos camarades sous l'uniforme.
- Contrôler les négociations avec l'administration.

[...] N'ayant pu s'opposer au mouvement entêté de nos camarades, les directions syndicales ont pris le parti de laisser passer la vague en essayant de la limiter et de la contrôler. Pour éviter le risque d'extension elles avaient prévu une journée d'ensemble le 9 dans l'espoir d'éponger notre solidarité dans une manifestation inoffensive en sachant bien que, seuls, nos camarades n'auraient pas pu tenir l'occupation jusque là.

Aujourd'hui, elles semblent tout axer sur la manifestation de lundi, après laquelle elles risquent de pousser à la reprise du travail.

Les directions syndicales s'approprient donc à gaspiller la magnifique énergie qui se manifeste aujourd'hui, comme elles l'ont fait en 1974. Surtout qu'elles disposent aujourd'hui pour cela de la formidable soupape de sûreté des élections dont elles cherchent à démontrer qu'elles permettent d'éviter la lutte de classe, mais notre lutte elle-même ne dément-elle pas toute cette orientation ?

Prolétaires, camarades !

Quelle que soit l'issue de notre lutte d'aujourd'hui, il faut que nous y ayons au moins gagné une union plus forte de nos rangs, sur nos objectifs, qui sont communs à toute la classe ouvrière. Il faut surtout que nous parvenions à faire ce pour quoi nous luttions nos camarades de Créteil et nous tous, c'est-à-dire créer un RESEAU SERRE DE LIENS A LA BASE entre tous les centres et les bureaux. Un réseau où passe une vie de classe, à laquelle ne peuvent être qu'hermétiques les bureaucraties syndicales qui ont toujours refusé une telle coordination [...]

C'est pour aller dans ce sens, que nous appelons les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, mais tous également conscients de sa nécessité, à œuvrer partout pour :

- avancer les exigences de notre lutte et de son renforcement en provoquant des AG quand elles n'ont pas encore lieu ;
- constituer des délégations massives pour prendre contact avec les autres centres et bureaux malgré la résistance des bureaucraties syndicales qui viennent résolument de se prononcer contre (voir la réunion des militants CGT à la Bourse dimanche matin !) et notamment avec les camarades de Créteil qui ont cherché depuis la grève de 1977 à réaliser cette indispensable liaison à la base entre lieux de travail.

POUR ALLER DANS LE SENS D'UNE VÉRITABLE COORDINATION, AU MOINS REGIONALE DE NOS LUTTES !

La force de la classe ouvrière peut être immense si au nombre elle parvient à allier l'organisation et la conscience !

GRUPE SYNDICAL PTT
du Parti Communiste international
(5-2-78).

**SOLIDARITE DE CLASSE
AVEC LA LUTTE DES
PROLETAIRES IMMIGRES**

Prix 3 F.

La grève des nettoyeurs du métro

— Leçons et bilan —

En arabe ou en français, prix : 4 F

Mensonges libéraux et vérité révolutionnaire

(suite de la page 1)

la coopération internationale » (d'avantage de compétitivité, mais ... sans guerre commerciale).

Mais, dans cette apologie enthousiaste du capitalisme, l'essentiel est évidemment le troisième volet, la « **démocratie politique** ». Il s'agit, proclame pompeusement le PCF, de « **d'inverser l'évolution historique** qui a concentré la décision politique entre les mains d'une « élite » de « spécialistes » qui investissent [sic] cet organisme de domination au service d'une classe : l'Etat ». Cela veut dire « démocratiser l'Etat lui-même ». Pour cela il faut le gouvernement de gauche. Mais pas seulement :

« Il s'agit de mettre en question le principe hiérarchique et autoritaire, même paré des couleurs de la « raison d'Etat », de rejeter tout absolutisme, même « éclairé ».

« Le peuple doit déterminer souverainement et démocratiquement la politique de la Nation par le suffrage universel. La représentation proportionnelle, système électoral assurant une représentation aussi juste que possible des citoyens, constitue une condition du caractère démocratique des assemblées élues. Elle sera instituée pour toutes les élections ». « Il faut briser la tutelle qu'exerce le pouvoir exécutif central [...]. La démocratie pluraliste exclut tout pouvoir personnel, toute confiscation de l'Etat par un ou plusieurs partis. Elle exclut tout système politique de parti unique ou dominant. Elle exclut toute philosophie officielle. » « Il s'agit d'assurer la transparence de l'administration, d'ouvrir les dossiers, de faciliter l'accès du public à l'information administrative. Enfin — c'est un aspect essentiel —, toutes les portes doivent être ouvertes à la participation des citoyens et des associations au fonctionnement des services dont ils sont les usagers [...]. Ainsi la démocratisation de la vie politique [...] fera passer un souffle nouveau :

celui de la prise en mains directe de leurs propres affaires par les travailleurs, les citoyens ».

*

Comme on peut s'en rendre compte, le valet opportuniste s'est à ce point identifié avec son maître, dans ses longues décennies de service, que, jusque dans sa phraséologie, il n'est plus rien qui s'écarte des mensonges traditionnels sous lesquels la bourgeoisie farde, depuis toujours, la rigueur de sa domination.

La bourgeoisie a fait sa révolution et établi sa dictature en présentant le nouvel Etat non comme un Etat de classe, mais comme un **Etat populaire**, fondé sur la liberté et l'égalité formelles de tous les « citoyens », la fiction de la souveraineté populaire, du suffrage universel et de la séparation des pouvoirs lui permettant précisément de cacher la réalité de l'inégalité et de l'oppression de classe.

Depuis, elle a de plus en plus développé, renforcé, rôdé cet appareil d'Etat qui garantit le maintien du régime de l'esclavage salarié. Cela ne voulait pas dire seulement développer l'appareil exécutif, militaire, policier qui constitue son **moyen de défense directe** contre la révolution prolétarienne, mais aussi perfectionner la démocratie représentative, ce puissant **moyen de défense indirecte**, qui « agit en répandant dans les masses l'illusion qu'elles pourraient réaliser leur émancipation par un processus pacifique » (1).

Dans la phase **impérialiste**, le caractère oppressif, totalitaire, de l'Etat bourgeois atteint son point culminant. De même que toute la puissance économique est concentrée (à l'échelle nationale et internationale) aux mains d'une poignée de trusts, le pouvoir exécutif se concentre, le Parlement qui, dans la phase précédente, était encore le théâtre de batailles entre fractions bourgeoises, n'est plus qu'un décor vide.

Une telle évolution est, comme Lénine n'a cessé de l'affirmer contre Kautsky, **irréversible**. C'est le fascisme qui a le premier mis en œuvre la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, les plans économiques centralisés mais préservant (comme c'est naturel dans ce système anarchique qu'est le capitalisme) « la liberté d'entreprendre », l'intégration des syndicats à l'Etat par le biais de la « participation » et de tout l'ensemble des procédures contractuelles, se montrant ainsi, à bien des égards, l'héritier du réformisme social-démocrate. Mais la **démocratie blindée** sortie de la deuxième guerre impérialiste a hérité à son tour des méthodes du fascisme.

Elle les a même perfectionnées, en insérant toujours plus tous les « citoyens » dans le réseau d'une démocratie « directe » qui n'est en réalité qu'un moyen supplémentaire de **renforcer le pouvoir central** et son emprise totalitaire sur toute l'activité sociale. Tout aussi prompt que le fascisme d'antan à déchaîner la répression ouverte sur la moindre velléité de révolte, elle a sur lui l'immense avantage, du point de vue des intérêts de la conservation bourgeoise, de pouvoir, de plus, se parer de la fiction de la « souveraineté populaire », de la « décentralisation des pouvoirs », du « pluralisme politique », du « suffrage universel » et éventuellement — c'est le fin du fin — du « gouvernement de gauche ».

Sous la rhétorique vieillie, style révolutionnaire-bourgeois-de-1789, assaisonné d'une pincée de Bernstein et de Proudhon, sous les fadaïses libérales et **utopiques** du retour en arrière vers un capitalisme « pacifique », une économie et une démocratie moins centralisées, un parlement-qui-fonctionne, un exécutif moins fort, c'est cette réalité du capitalisme pourrissant, impérialiste, **réactionnaire sur toute la ligne**, que reflète le programme du PCF. C'est avec cette réalité qu'est cohérente sa pratique, contre-révolutionnaire sur toute la ligne, de sabotage des luttes im-

médiates, d'appui actif au renforcement de l'Etat impérialiste, comme au développement de son potentiel militaire, en attendant d'assurer directement, comme il l'a déjà fait dans le passé, les responsabilités de sa gestion.

*

Aux mensonges démocratiques et social-démocratiques — dont les zéloteurs se sont toujours trouvés, aux moments cruciaux de l'histoire, dans le **camp de la défense armée** du régime capitaliste contre le prolétariat révolutionnaire — le marxisme a répondu depuis toujours. Non ! Il ne s'agit pas de « démocratiser », de perfectionner, l'Etat bourgeois, mais de le **détruire**. L'Etat bourgeois, **même le plus démocratique**, n'est et ne peut être qu'un **organe d'oppression**, un instrument destiné à protéger l'exploitation du travail salarié par le capital. Aucun gouvernement, aucune majorité parlementaire de gauche ne pourraient (à supposer même qu'ils le veuillent !) donner à cette machine un usage opposé à celui pour lequel elle est faite.

La république démocratique n'est et ne peut être qu'une forme de la **dictature bourgeoise**. Les institutions représentatives sur lesquelles elle s'appuie ne sont que des rouages de l'appareil d'Etat bourgeois. Elles ne peuvent, pas plus que les autres, être conquises par le prolétariat, encore moins utilisées comme formes du pouvoir prolétarien ou, pire, de la société socialiste. Elles devront être détruites, comme l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois, et comme la sinistre mystification du « suffrage universel ».

Pas plus qu'il ne rêve de corriger le capitalisme, le marxisme ne prétend instaurer une impossible égalité entre les individus ou entre les classes. Son but est l'abolition du capitalisme — avec toutes ses catégories : salariat, monnaie, marché, et la sacro-sainte entreprise —, donc **l'abolition des classes et de toute exploitation**. Pour cela, il n'y a **pas d'autre voie** que la révolution violente et la dictature de fer du prolétariat, car la classe dominante ne renoncera jamais à ses privilèges et à son mode de production sans recourir aux armes, sans utiliser toutes les ressources de son Etat, sans livrer la bataille la plus acharnée, y compris à l'échelle internationale, pour défendre son pouvoir, puis tenter de le reprendre.

Dernière classe exploitée de l'histoire, le prolétariat n'a pas besoin de travestir sa révolution de mensonges. Il proclame hardiment que sa dictature devra nécessairement s'accompagner de « la répression violente des exploités comme classe » donc de « **la violation de la démocratie, de la liberté et de l'égalité à l'égard de cette classe** » (2) et de ses agents dans les rangs ouvriers.

Elle ne pourra être dirigée que par un **seul parti**, « pourvu d'un programme d'action bien défini, fort d'une discipline intérieure incontestée » (3), et dont l'action ne sera liée par aucune autre loi que le besoin d'assurer la victoire définitive de la révolution prolétarienne internationale.

Elle ne pourra s'appuyer que sur les organes d'Etat spécifiques du pouvoir prolétarien, **incompatibles** avec ceux du pouvoir bourgeois : des organes « délibérants et agissants à la fois », excluant tout droit politique pour la classe bourgeoise, appuyés directement sur l'organisation armée des masses, et en ce sens « mille fois plus démocratiques », comme disait Lénine, « que la plus démocratique des républiques bourgeoises ».

Telle est la voie révolutionnaire. Il n'y en a pas d'autre. Elle devra triompher, contre tous les défenseurs, bourgeois ou « ouvriers », de la « démocratie pure ».

En Tunisie s'ouvre la tranchée de classe

(suite de la page 3)

res et qui est une des causes de la révolte ouvrière.

La radicalisation récente de la classe ouvrière a réussi, lors des grèves qui se sont succédé depuis 1975, à éliminer le Destour des responsabilités dans les instances de base du syndicat officiel et à le remplacer par des délégués issus de ses rangs.

Pour ne pas perdre totalement le contact avec les ouvriers, l'appareil devait, en prenant appui socialement sur la masse des intellectuels et des enseignants qui ont trouvé refuge ces dernières années dans l'UGTT et, politiquement, sur l'opposition démocratique au régime ainsi que sur le régime libyen, prendre progressivement ses distances à l'égard du Destour, surtout à partir de l'été 1977, pour aboutir à la démission spectaculaire d'Achour du Bureau politique du parti officiel le 10 janvier dernier, non sans penser — semble-t-il — à la constitution d'une sorte de parti travailliste islamique.

Pendant ce temps l'Etat tunisien n'a pas perdu son temps. Parallèlement à la montée des luttes ouvrières, il s'est mis à renforcer la police et l'armée, dont le budget est passé de 1975 à 1977 de 20,5 à 68,6 millions de dinars, grâce essentiellement à l'impérialisme français.

Ce dernier n'a d'ailleurs pas été inactif dans la période récente, si l'on en juge par les va et vient de grosses légions françaises à Tunis : le 23 septembre, c'est Beucier, le secrétaire d'Etat à la défense, qui s'y trouvait pour négocier l'augmentation de la « mission militaire française » et la livraison d'armes ; le 28 décembre, Jean-Philippe Lecat s'y promenait comme par hasard au moment de la crise ministérielle ; plus récemment encore, le 19 janvier, le chef d'état-major, le général Méry, s'y pavanait en compagnie de Bourguiba, de Hedi Noura, le premier ministre, et d'Abdallah Fährat qui, en tant que ministre de la Défense, vient de prendre en main la répression sanglante du 26 janvier.

Mais il faut dire que si le « socialisme » destourien a les mains rougies, l'opposition démocratique n'en est pas moins responsable du sang versé.

En effet, la direction de l'UGTT a appelé à une grève générale sous la formidable poussée ouvrière qui réclamait depuis longtemps un mouvement général. Mais dans une situation où le gouvernement s'est mis à faire intervenir la troupe quotidiennement contre les grévistes, que signifie l'appel à une journée de grève conçue comme une journée de « protestations » annoncée suffisamment à l'avance pour permettre tous les préparatifs militaires de l'Etat sans pour autant organiser les ouvriers, sinon un appel à tomber dans un piège sanglant ?

C'est ce qui s'est passé. Dès avant la grève, les milices attaquaient les locaux des syndicats, des centaines de militants étaient arrêtés dans le pays, les ouvriers du secteur public réquisitionnés, les dirigeants syndicaux immobilisés par la police et la troupe. Quelle alternative restait-il au prolétariat sans directives, sans organisation, sans chefs, sans possibilités de mouvement ? Se taire, rentrer dans sa coquille ? Mais alors quelle défaite ! Ou bien alors, se lancer dans une émeute désespérée ?

D'instinct le généreux prolétariat tunisien a choisi la deuxième solution, par laquelle il criait au moins, en attendant d'avoir la force de le vaincre, sa haine inextinguible pour l'ordre social en vi-

gueur, une haine qu'aucune mitraille ne pourra faire taire.

Pourquoi l'Etat, et son protecteur impérialiste, ont-ils finalement pris les devants en provoquant la foule désarmée, criminellement paralysée par les démocrates ? Parce qu'ils ont jugé l'opposition démocratique incapable de contrôler la révolte ouvrière et plébéienne qui grandissait (4). C'est la raison pour laquelle les membres de l'Exécutif de l'UGTT, Achour le premier, ont été immédiatement arrêtés.

C'est là le sort de tous les larbins, qui sont plus utiles en prison (d'où on les sortira en cas de besoin !) s'ils ne peuvent remplir dehors leur fonction avec succès. Le processus de démocratisation à l'espagnole construit avec la collaboration du régime et de son opposition et révé par cette dernière est bien compromis. Il est vrai que la bourgeoisie tunisienne ne dispose pas des réserves sociales et politiques dont disposent les bourgeoisies d'Europe.

Quoi qu'il en soit, il n'y a qu'une voie de salut pour le prolétariat : la voie de sa **lutte indépendante de classe**. Elle passe par la constitution d'un noyau du parti de classe qui puisse capitaliser la dramatique expérience vécue par le prolétariat tunisien et préparer dans les luttes à venir les conditions de la victoire de ses intérêts de classe, en entraînant derrière lui les masses prolétariennes et la paysannerie pauvre, en combattant les mensonges des classes dominantes et de leurs larbins démocrates.

(4) « Les jeunes ont entrepris de tout casser et de manifester leur rejet d'une société dans laquelle ils ont le sentiment d'être tenus pour négligeables. C'est une véritable révolte populaire que nous avons vu déferler sous nos yeux » a déploré Mestiri dans sa conférence de presse du 26-1.

(1) Thèses de la Fraction Communiste Absentionniste du PSI, 1920 (dans notre brochure *Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises*, p. 36).
(2) Lénine, *La révolution prolétarienne et le négat Kautsky, Œuvres*, tome 28, p. 265).
(3) Trotsky, *Terrorisme et communisme*.

A propos de la campagne contre « l'Europe germano-américaine »

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, la Gauche communiste affirmait que le résultat de la prétendue « croisade libératrice » des alliés était que « le fascisme [avait] perdu la guerre, mais gagné la paix ». Elle montrait ainsi du doigt le processus irréversible de fascisation qui se manifeste, au sein des Etats avancés, par la centralisation croissante du pouvoir économique et politique aux mains du capital financier et l'intervention toujours plus envahissante de l'Etat, et inséparablement, à l'échelle internationale, par le contrôle toujours plus totalitaire du monde aux mains d'une poignée de très grandes puissances impérialistes.

Ce que la force armée du capital financier allemand avait tenté par deux fois sans succès, le contrôle de l'Europe, il l'avait laissé en héritage à ses ennemis de la veille, mieux armés financièrement et militairement, du moins du côté occidental : « Seront contrôlés — écrivions-nous en 1945 — non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. Mieux : il s'établira une dictature des grands complexes étatiques. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial et n'auront plus ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni à plus forte raison de forces militaires susceptibles d'être librement utilisées » (1).

On pouvait alors s'interroger sur la possibilité pour la France de se maintenir dans la « constellation des grands Etats »,

et prévoir qu'« en dépit des malédictions rhétoriques dirigées contre lui, l'impérialisme allemand pourrait bien y occuper une meilleure position que les classes dominantes de pays plus petits, non seulement ennemis, mais alliés, car il [avait] donné de meilleurs résultats dans l'expérimentation en grand de la forme la plus moderne de contrôle de l'économie capitaliste, et réalisé le type le plus parfait d'Etat monopoliste » (2). Tant il est vrai qu'on ne doit pas juger du sens historique des événements par l'idéologie dont veulent l'enrober ceux qui en sont les acteurs !

Plus de trente ans ont passé depuis cette victoire qui créait « les bases d'une continuation de l'ère impérialisto-fasciste », et à nouveau l'histoire remet au premier plan la question de l'Europe et de ses rapports avec les deux superpuissances, dont le condominium s'est consolidé précisément sur la base de son partage, mais n'a pu empêcher l'apparition de concurrents de taille à l'échelle internationale. Deux facteurs y concourent : le premier tient aux déséquilibres croissants à l'intérieur des blocs comme entre les blocs eux-mêmes avec, notamment, l'ascension de la RFA et les frictions impérialistes qu'elle entraîne ; le deuxième, à la lente remontée des antagonismes sociaux dont on voit les premiers signes dans certains pays d'Europe, et à l'accroissement manifeste du dispositif contre-révolutionnaire international qui vise à la contrer.

L'O.C.T. et le principe national

C'est contre le barrage contre-révolutionnaire constitué par cet emboîtement international d'Etats avancés, et pour la défense du mouvement prolétarien renaissant — dont ils exagèrent d'ailleurs fortement l'ampleur actuelle, en même temps qu'ils passent sous silence la maturation relativement plus rapide, pour l'instant, des antagonismes inter-impérialistes — que prétendent lutter l'OCT et le courant européen dont elle fait partie, avec leur campagne contre « l'Europe germano-américaine ».

Cette campagne a pour pivot la revendication de l'indépendance nationale au sein d'une Europe démocratisée, à l'abri de l'ingérence des deux super-puissances, comme condition et étape préalable de la lutte du prolétariat européen pour son émancipation, et comme arme pour combattre la tendance à la fascisation internationale et le poids contre-révolutionnaire de l'Amérique.

Sur le plan « théorique », cette revendication s'appuie sur quelques arguments que l'OCT s'est trouvée obligée d'avancer, pour répondre à « l'incompréhension » rencontrée par sa campagne dans une partie de l'extrême-gauche, et inspirée — dit-elle — par « un internationalisme abstrait » :

1) « Il est vrai que les prolétaires n'ont pas de patrie... Mais dans quel cadre la lutte des classes se déroule-t-elle pratiquement, sinon dans le cadre des nations existantes ? »

2) « Nous ne croyons pas au socialisme dans un seul pays — mais nous ne croyons pas non plus que la rupture [sic] pourra se faire simultanément à l'échelle internationale ».

3) « L'aboutissement de la transition ainsi ouverte, son épanouissement en socialisme achevé, passe par son extension, par le passage de la révolution dans un seul pays à la révolution mondiale ». Mais « pendant toute cette période, il se posera le problème de la défense nationale dans le pays où la rupture s'est produite et de la solidarité prolétarienne internationale ». Mieux : « dans la phase actuelle, quand la rupture ne s'est pas encore produite, il s'agit d'en préserver les conditions en empêchant que les pays capitalistes instables [ceux de « l'Europe du Sud », et en premier lieu, pour l'OCT, la France] ne soient consolidés, ou plutôt que ne soit consolidée la domination capitaliste dans ces pays [sic] par leur intégration dans un système international plus solide ».

4) « La bourgeoisie [...] renonce à l'indépendance nationale, base antérieure de sa domination, pour mieux sauver sa domination. C'est alors que la classe ouvrière peut reprendre à son compte l'indépendance nationale comme base de sa propre lutte, comme point de départ de la rupture et comme cadre possible d'une première ouverture [sic] de la transition au socialisme » (3).

Résumons. Il n'y a pas d'incompatibilité entre communisme et principe national. Mieux : le prolétariat peut et doit, dans les métropoles européennes — « instables », peut-être, mais toujours impérialistes ! — relever le drapeau de l'indépendance nationale que la classe dominante aurait abandonnée. Cette « indépendance nationale ne passe pas par l'alliance avec une super-puissance contre l'autre ». Elle « doit être une indépendance réelle par rapport aux deux super-puissances, même si la lutte prioritaire est tournée, dans notre zone, contre celle des deux qui nous domine directement », c'est-à-dire les Etats-Unis.

Conclusion : loin d'être une « manifestation d'opportunisme de droite », la « bataille contre l'Europe germano-américaine » est parfaitement compatible avec l'internationalisme prolétarien : elle « n'intéresse pas seulement le peuple français, mais le prolétariat européen tout entier. C'est pourquoi elle doit être — et elle est déjà — une lutte menée à l'échelle internationale, avec nos camarades des autres pays et, au premier rang, les premières victimes du nouvel impérialisme en Allemagne, les révolutionnaires allemands ».

Une telle conception, qui prétend marier révolution prolétarienne et indépendance nationale, et qui prend appui sur les formes les plus modernes du totalitarisme impérialiste pour leur opposer le mensonge éculé de l'égalité et de la démocratie entre Etats impérialistes comme en leur sein, est en réalité aux antipodes du marxisme révolutionnaire et de l'internationalisme. Elle aboutit à une politique « multinationale », qui agit par l'intermédiaire de la coordination de vagues oppositions européennes, et qui tend à faire le pont, dans chaque pays et à l'échelle européenne, entre prolétariat, nationalisme petit-bourgeois, et opportunisme social-chauvin. Elle représente en fait une des formes les plus dangereuses de défense sournoise de l'impérialisme et de préparation politique du prolétariat à la participation à la guerre

impérialiste, contre la révolution communiste (et même contre la défense élémentaire du prolétariat) qu'elle prétend revendiquer.

Pour le marxisme révolutionnaire, communisme et nationalisme sont incompatibles. Le prolétariat n'est pas une classe nationale (et pas davantage, comme le dit l'OCT, « multinationale ») : il est international dans son but final comme dans sa révolution, dans sa stratégie comme dans son organisation.

La société communiste n'est pas le perfectionnement de la nation, car elle n'est pas la continuation du capitalisme, mais sa négation dialectique.

Même si la lutte des classes et la révolution prolétarienne sont dirigées avant tout contre la bourgeoisie interne et son Etat, et peuvent donc apparaître formellement, en ce sens, comme ayant un cadre national, le Manifeste Communiste affirmait déjà qu'elles ne l'étaient « nullement dans le sens bourgeois ». Leur nature est déterminée par la nature internationale des objectifs prolétariens, et se traduit par une dynamique tout aussi internationale des affrontements dont elle est l'épicentre. C'est précisément parce qu'il ne peut y avoir de « révolution simultanée » (vieille mystification de l'opportunisme, pour qui il est toujours trop tôt pour commencer quelque part), que la révolution doit lutter pour s'étendre internationalement, comme la contre-révolution doit lutter pour l'étrangler internationalement. Elle obéit à une stratégie internationale, qui intègre les détachements prolétariens des différents pays du monde dans une même armée, poursuivant le même but, au travers des tâches inégales que présentent les différentes aires.

La nature de l'Etat issu de la révolution prolétarienne n'est pas nationale, même s'il est seul au début, même s'il s'étend sur le territoire de l'ancien Etat national (et peut par conséquent apparaître « national dans sa forme »), et même si le prolétariat y prend le pouvoir sur la lancée d'une révolution bourgeoise. A l'opposé de l'Etat national, qui garantit

en principe la libre circulation des hommes et des biens sur le territoire commun, et l'égalité politique et juridique formelle de tous les individus qui y vivent, il vise à l'abolition des structures marchandes et agit sur la base de la destruction du mensonge de la « liberté » et de l'« égalité » capitalistes, qui ne sont que le masque de la dictature du capital même dans la plus démocratique des républiques. C'est pourquoi il proclame sa nature de classe, potentiellement internationale (avant de le devenir réellement par l'extension de la révolution) et sa subordination, en tant que chaînon d'une lutte plus vaste, aux objectifs internationaux de la classe prolétarienne.

De même, la défense de la révolution communiste et de la dictature prolétarienne n'est pas nationale, mais internationale. La révolution communiste tire sa force du prolétariat international. Sa défense se joue non seulement sur son territoire, mais aussi dans la lutte contre les puissances qui constituent des réserves de la réaction.

Dans tous les cas, comme le disait Lénine, « l'internationalisme prolétarien exige la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays aux intérêts de cette lutte dans le monde entier », et de la part des détachements prolétariens qui ont vaincu la bourgeoisie dans un pays « le consentement aux plus grands sacrifices en vue du renversement du capital international ». C'était la perspective des bolchéviks dans les années glorieuses d'après la révolution d'Octobre, avant que le stalinisme ne l'ait intégralement inversée. Ce n'est certes pas celle de l'OCT.

(à suivre)

(1) *Guerres et crises opportunistes*, p. 44.

(2) *Ibidem*, p. 47.

(3) Toutes les citations de l'OCT sont tirées de l'article « Les révolutionnaires et l'indépendance nationale », paru dans *L'Etincelle*, n° 5, 13-1-77.

L'impérialisme français en Afrique

(suite de la page 1)

● Les épines du cactus algérien

Les ventes françaises en Algérie sont passées de 35 % à 27 %, de 1975 à 1977. Il faut dire que le différend du Sahara n'aide pas dans ce domaine l'impérialisme français, qui risque de perdre son fantastique excédent commercial avec l'Algérie (il vend à l'Algérie près de trois fois plus qu'il ne lui achète).

Ces derniers jours, le gouvernement algérien vient de nationaliser cinq entreprises françaises après avoir appelé au boycott des fournitures françaises. Quant à la décision sur la construction de l'usine automobile, il fait des promesses à Renault, pourvu que Mitterrand passe aux élections — ce même Mitterrand qui, il y a 24 ans, déclarait qu'en Algérie « la seule négociation, c'est la guerre ! ». Mais « Business is business » !

● Le social-impérialisme à la rescousse

Il n'en faut pas moins évidemment pour inquiéter les commis-voyageurs de gauche de l'impérialisme français, ceux qui, avec leur baratin socialisant, sont chargés de raccommoquer les morceaux cassés par la marche contradictoire du capital et qui tiennent ce travail d'autant plus à cœur qu'ils vivent des miettes qu'il leur procure.

C'est ainsi que le PCF a tenu une conférence de presse le 25-1-1978 sur le thème « Le PCF et l'Afrique ». Les prolétaires retiendront de l'exposé de Kanapa (voir *L'Humanité* du lendemain) que le PCF se prononce pour « une coopération qui rompe avec les conceptions néo-colonialistes » d'« aide » et d'assistance », mais

Les bénéficiaires du recul de l'impérialisme français sont la RFA, dont les ventes progressent, et surtout les Etats-Unis, qui achètent à l'Algérie quatre fois plus que la France et qui lui vendent encore très peu. Il est clair que l'équilibre de ce commerce sera vite rétabli au détriment de la France quand on sait que les Etats-Unis viennent de passer avec l'Algérie de fabuleux contrats pour l'exploitation du gaz, dont ils achèteront la moitié de la production !

Ce n'est pas nous, communistes révolutionnaires, qui nous plaindrons des revers de notre Etat dans ses brigandages ; au contraire, nous sommes pour ces revers qui l'affaiblissent et nous facilitent par conséquent la tâche !

évidemment sans rompre avec le capitalisme et sans toucher à l'Etat français.

Ils doivent par conséquent féliciter Kanapa de ne pas justifier cette « coopération » par on ne sait quel « internationalisme prolétarien » que le PCF a abandonné depuis longtemps dans les faits et dont ils doivent se féliciter qu'il ne l'invoque plus, même en paroles.

Ils féliciteront aussi Kanapa de sa franchise quand il explique que le fameux « intérêt mutuel » dont les libéraux bourgeois se gargarisent pour justifier toutes les exploitations et toutes les oppressions, cela signifie pour lui, « en ce qui concerne la France, l'intérêt national ». Et vive la Realpolitik du PCF !

En Italie, les champions de l'ordre et de l'austérité

(Suite de la page 3)

que syndicats et PC étaient de véritables — et efficaces — forces de l'ordre. En effet, l'imposant service d'ordre qu'ils avaient organisé a rendu superflue l'intervention de la police (dont la présence a même été fort discrète). Et le PC a bien montré, en intimidant et en réprimant tous ceux qui étaient soupçonnés de venir troubler cette démonstration de « maturité civique du mouvement ouvrier », qu'il entend prêter son concours dans l'usage de la violence contre ceux qui troublent la sacro-sainte paix sociale.

Quelques jours après, le 20 décembre, les « représentants des travailleurs » ont redonné une preuve de leur attachement à l'« ordre public » en appelant à une grève nationale pour le droit... à la syndicalisation des flics (« ce sont des travailleurs comme tous les autres », ont dit en chœur les trois syndicats, CGIL - UIL - CISL). Et cela alors même qu'ils excluent des syndicats les militants combattifs et que la police réprime toujours plus violemment les manifestations et les grèves ouvrières.

De même qu'ils se font les champions imbattables de l'ordre, les syndicats et le PCI sont à l'avant-garde de la « lutte » pour... l'austérité. D'ailleurs ils conduisent cette « lutte » (contre la classe ouvrière) avec une maestria admirable, se montrant au moins aussi efficaces que leurs maîtres, les bourgeois.

Ainsi, après avoir frappé les retraités, en proposant et en appuyant des mesures qui ont réduit bestialement les retraites, ils concentrent maintenant le feu de leur artillerie de mesures économiques contre cette autre couche vulnérable constituée par les chômeurs. Pendant que la bourgeoisie essaie de mettre sur pied une « agence pour le placement et la mobilité de la main-d'œuvre », les syndicats, par la bouche de Marianetti, déclarent qu'ils se doivent d'« affronter avec le plus grand courage un thème fondamental comme celui de la mobilité », en abandonnant ainsi la défense pure et simple

du poste de travail qui était, ajoute son collègue Garavani dans l'Unità du 30-12 « indispensable dans un premier temps, mais que la crise rend aujourd'hui insouvenable ». Le plan infâme des bonzes (qui participeront de façon paritaire, voire prépondérante, à ladite agence) est d'obliger les travailleurs au chômage à accepter tout travail qui leur est offert dans n'importe quelle région du pays, sous peine de perdre le droit aux allocations.

Trentin, le chef de file de la « gauche syndicale » (figurez-vous ce qu'est la droite!), dirigeant de la fédération des métallos, n'a pas voulu laisser les choses dans la vague et a tenu à donner un exemple : certes il n'y a pas d'offre de travail dans l'immédiat, mais « en attendant, il y a trois mois de travail dans le Frioul ravagé par le tremblement de terre, le travailleur doit y aller, sinon il perd le droit à la caisse de chômage ». Cela démontre bien que les syndicats se proposent comme les meilleurs administrateurs de l'économie nationale menacée par la crise, allant jusqu'à revendiquer pour eux la gestion de ce que Garavani appelle, avec une métaphore répugnante, la « sortie de l'usine ».

Cette fonction d'instrument de l'austérité, c'est-à-dire de l'exploitation et de la misère accrues du prolétariat pour le plus grand bien de l'économie nationale, vient d'être revendiquée de façon péremptoire par le bonze-en-chef, Luciano Lama, dans une interview à La Repubblica du 24-1 (Le Monde, 27-1-78). Il y revendique pour les travailleurs :

1) plus de chômage : « imposer aux entreprises un excédent de main-d'œuvre serait une politique suicidaire [vive les licenciements !]. »

2) la faim pour les chômeurs : « la caisse de chômage partiel ne devrait pas assister les travailleurs plus d'un an, sauf cas exceptionnel ».

3) l'augmentation de la journée de travail : « L'horaire de travail effectif en Italie est un des plus bas des pays industriels évolués ».

4) le blocage, sinon la réduction, du salaire : « jusqu'à présent, nous fixions un certain niveau de salaire et d'emploi et nous demandions à l'économie de s'y adapter. Eh bien !, il faut être intellectuellement honnête, c'était une sottise. Dans une économie ouverte, les variables sont toutes dépendantes les unes des autres ». Bref, c'est au salaire — qui n'est qu'une « variable » parmi d'autres (véritable raisonnement d'économiste bourgeois!) — de « s'adapter à l'économie » ! Et le comble de l'hypocrisie, c'est que cela doit être fait... dans l'intérêt des travailleurs : « Pour faire baisser le chômage, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs doit passer au second plan ».

Mais messieurs les bonzes sont tellement responsables et soucieux de la bonne marche du capital, qu'ils n'ont pas voulu en rester à la simple revendication de ces mesures : ils ont voulu leur donner un caractère systématique et organique, en les intégrant dans un plan de sauvetage de l'économie nationale. En effet, annonce notre grand dalaï-Lama, la trinité syndicale a élaboré « un programme en bonne et due forme affrontant globalement les problèmes du pays et abordant le comportement des travailleurs » [sic : n'est-ce pas un vrai langage de sociologue bourgeois ?], programme qui « propose aux travailleurs une politique de sacrifices — des sacrifices substantiels et non marginaux ». Inutile de souligner que pour l'accepter il faut « une dose très élevée de conscience politique et de classe » (Lama dixit). C'est tout à fait vrai : mais il s'agit, bien entendu, d'une conscience de classe... bourgeoise. Rien d'étonnant donc que le gouverneur de la Banque d'Italie se soit tout de suite émerveillé de telles déclarations : « elles sont belles et courageuses » !

A la veille des élections législatives en France, voilà de quoi faire penser les prolétaires français : l'opportunisme italien anticipe aujourd'hui sur ce que son cousin français fera nécessairement demain.

Syndicat et lutte prolétarienne

(suite de la page 4)

tives (aujourd'hui bien trop sporadiques encore, malheureusement) qui se développent en dehors du contrôle de l'opportunisme syndical, voire même contre lui (comme le font la LCR, l'OCT, LO, qui sont devenus, sur ce point comme sur d'autres, de véritables rabatteurs au service des bonzes).

La clé du problème est à chercher non dans telle ou telle forme d'organisation mais dans les progrès faits dans la pénétration des principes de la lutte de classe dans la résistance quotidienne contre le capital. C'est de là que peut naître la force qui sera, elle, capable d'affronter la conception de la lutte immédiate et de lui donner une solution positive qui variera forcément en fonction des situations. Et il n'est pas dit qu'une brusque accélération de situation n'oblige pas le prolétariat à se donner pour sa défense immédiate des organes qui remplissent des fonctions dépassant déjà le simple niveau économique.

Notre objectif est par conséquent d'intervenir dans toutes les luttes partielles pour arracher (c'est là un objectif qui ne

peut se réaliser que par un travail long et patient) les travailleurs à l'influence de l'opportunisme et à aider à la constitution d'un front de lutte de classe commun à tous les prolétaires, ce front de classe étant le terrain indispensable sur lequel le parti devra s'appuyer pour conduire le prolétariat à l'assaut révolutionnaire contre l'Etat. Cela signifie que notre perspective est d'encourager, dès maintenant, le développement d'un front uni prolétarien qui se forge en partant des luttes immédiates, c'est-à-dire à la base et dans l'action, à l'intérieur des syndicats comme hors d'eux, en sachant très bien que ce front ne se réalisera vraiment que sur la base d'une reprise effective de la lutte et d'un renforcement du parti. Le contenu dynamique d'un tel front de classe vise la défense conséquente des conditions de vie et de lutte des prolétaires et concerne aussi bien des revendications économiques que la revendication de l'auto-défense physique face à la violence légale et illégale de la bourgeoisie et de son Etat.

Nous analyserons plus précisément dans un prochain article le travail à faire dans les syndicats d'aujourd'hui.

Le labyrinthe du réformisme

(suite de la page 4)

et de personnel : embouteillage » ; aussi assiste-t-on à une diminution de 1,47 % des condamnations depuis 1975 alors que le nombre de procès-verbaux augmente petit à petit. Enfin « seulement une amende sur 4 atteint le taux minimum fixé par la loi ». Et la CGT de conclure : « Dans son entreprise, le patron est roi. Libre à lui de ne pas respecter le Code du Travail, d'édicter un règlement intérieur illégal, d'imposer ses hommes de main, ses milices, de licencier des militants syndicaux, de mutiler ou de tuer des hommes. Libre à lui... car dans près de 99 % des cas, il est sûr de l'impunité totale. Le patron est un citoyen hors du commun ! Il est au-dessus des lois ».

Erreur, Messieurs les experts des cabinets du syndicalisme de collaboration de classe ! Double erreur ! Le patron est précisément le citoyen par excellence, celui pour lequel l'égalité formelle et la liberté formelle prennent un contenu positif, celui dont ces « principes » idéalisent le comportement et protègent les privilèges !

Naturellement, il n'y a pas trente-six manières de soulager le sort des prolétaires avant de pouvoir en finir avec le capital : c'est d'exercer une pression collective pour desserrer l'étau de l'exploitation et de l'oppression, une pression collective même pour faire appliquer le droit du travail, quand la classe ouvrière peut y trouver son compte.

Mais nos experts du syndicalisme du tapis vert ont une autre méthode : les bourgeois ne respectent pas les lois ? Eh bien, faisons de nouvelles lois pour les obliger à respecter les premières ! Et si quelqu'un leur demande ce qu'il faut faire si les bourgeois ne respectent pas non plus ces nouvelles lois, ils verront sans doute là l'esprit tortueux d'un gauchiste...

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

EL PROGRAMA COMUNISTA

Presse du Parti

SOMMAIRE DU N° 1 (janvier 78) DE

il programma comunista

- Perché la classe operaia dica infine la sua parola
- La corsa alla sepoltura del marxismo
- Capodanno indocinese
- Il mito della stanza dei bottoni
- Tre segnali d'allarme fra i tanti
- Sotto la sfera della crisi si approfondiscono i contrasti interimperialistici
- Contro la repressione antiproletaria, lotta indipendente di classe
- Nessuna solidarietà alla polizia, braccio armato di Stato e padroni
- Lettera dall'America: Il proletariato chicano
- Impennata di classe alla Fiat Rivalta
- Italsider Bagnoli: un primo bilancio
- Ferrovieri dei traghetti: La prece-tazione possa costituire una salutare lezione per tutti i proletari, liberandoli dall'oppio delle illusioni democratiche e costituzionali.

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

Communist Program Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 12 février et le 12 mars, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h, au café Impéria, rue des Trois-Cailloux, soit le 5 mars.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois, soit le 5 mars.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 3 mars et le 7 avril.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt, soit le 4 mars et le 8 avril.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 19 février et le 19 mars.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zûrich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :

Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1007 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

● La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ..	4,00 F
● Revue « Programme Communiste » :	
N°s 1 à 42	épuisés
N°s 45 à 47, 50, 56, 61	4,00 F
N°s doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55	7,00 F
N° 58 (192 pages)	10,00 F
N°s 59, 60, 62, 63	5,00 F
N°s 64, 65	6,00 F
N°s 66, 67, 68	8,00 F
● Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :	
Volume III : du n° 118 au n° 163 (années 1972-73)	40,00 F
Volume IV : du n° 164 au n° 210 (années 1974-1975)	40,00 F
● Série : « Les textes du Parti Communiste International » :	
1. Communisme et fascisme, 158 pages	8,00 F
2. Parti et classe, 112 pages	8,00 F
4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages	en réimpression
5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages	7,00 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages	4,00 F
7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F